



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU MORBIHAN

**Direction départementale des territoires et de la mer
service eau, nature et biodiversité
unité coordination administrative icpe loi sur l'eau**

**ARRÊTE DE PRESCRIPTIONS TECHNIQUES
TRANSITOIRES DE FONCTIONNEMENT
du 18 FEV. 2015
CARRIÈRES DE ST LUBIN
CARRIÈRE DE « L'ÉPINE FORT »
56490 MENEAC**

**Le Préfet du Morbihan
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- VU** le code minier ;
- VU** le code de l'environnement partie réglementaire et législative ;
- VU** la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive ;
- VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n° 2002-89 du 19 janvier 2002 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière, modifié par l'arrêté du 5 mai 2010 pour la prise en compte des dispositions de la directive européenne concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 02 novembre 2009 autorisant la société CARRIÈRES DE ST LUBIN à exploiter une carrière à ciel ouvert de granit et schiste sur le territoire de la commune de MENEAC au lieu-dit « L'Épine Fort » ;
- VU** le schéma départemental des carrières du Morbihan approuvé le 12 décembre 2003 ;
- VU** l'arrêt de la cour administrative d'appel de NANTES en date du 12 décembre 2014 annulant l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2009 autorisant la société des CARRIÈRES DE SAINT LUBIN à exploiter la carrière de « L'Épine Fort » sur la commune de MENEAC ;

- VU** le courrier de la société des CARRIERES DE SAINT LUBIN en date du 4 février 2014 ;
- VU** le rapport et les propositions de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées en date du 13 février 2015 ;
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance de l'exploitant le 13 février 2015 et le délai de 5 jours qui lui a été accordé afin de présenter d'éventuelles observations ;
- VU** la réponse de l'exploitant du 16 février 2015 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2014 donnant délégation de signature à Monsieur GALLAND, secrétaire général de la préfecture du Morbihan ;

CONSIDERANT l'annulation de l'arrêté préfectoral du 2 novembre 2009 autorisant la société des CARRIERES de SAINT LUBIN à exploiter la carrière de « L'Epine Fort » sur la commune de MENEAC ;

CONSIDERANT que dès lors les dispositions qui s'appliquent sont celles de l'arrêté préfectoral antérieur du 22 mars 1999 et que cet arrêté ne permet pas d'encadrer l'activité de la carrière dans sa configuration actuelle ;

CONSIDERANT en conséquence le motif d'intérêt général tiré des graves conséquences d'ordre environnemental, économique et social qui résulterait d'une interruption dans le fonctionnement d'une installation en service ;

CONSIDERANT qu'il est d'intérêt général et économique de permettre l'exploitation à titre provisoire de l'exploitation de la carrière de « L'Epine Fort » ;

CONSIDERANT que, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure de régularisation et sans préjuger des conclusions, conformément à l'article L 171-7 du code de l'environnement, le préfet peut autoriser la poursuite des activités jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation et édicter à cette fin des prescriptions de fonctionnement transitoires conformes notamment à l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1 – NATURE DE L'AUTORISATION

La société des CARRIERES DE SAINT LUBIN, dont le siège social est situé à SAINT LUBIN – 22210 PLEMET est autorisée à poursuivre provisoirement l'exploitation de la carrière de granit et de schistes à ciel ouvert et l'installation de 1^{er} traitement de matériaux, sur le territoire de la commune de Ménéac, au lieu-dit « L'Epine Fort » dans l'attente de l'aboutissement de la procédure engagée dans le cadre de la régularisation administrative au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'activité est répertoriée comme suit :

| Rubrique | Nature des activités | Critère de classement | Projet | Capacité – puissance | Régime |
|--|---|---|--|--|--------------------------|
| EXPLOITATION | | | | | |
| 2510 - 1 | Exploitation de carrière | Néant | Exploitation d'une carrière couvrant une superficie totale d'exploitation de 259 028 m ² dont 152 330 m ² sont destinés aux extractions | Production annuelle : Maximale : 600 000 t | Autorisation 3 km |
| INSTALLATIONS DE TRANSFORMATION | | | | | |
| 2515 | Installation de broyage, concassage, criblage, lavage (...) de produits minéraux naturels | Puissance installée > 200 KW : Autorisation | -- Installations fixes de transformation -- Installations mobiles de transformation | — Puissance installée de 1 250 KW — Puissance installée de 250 KW | Autorisation 2 km |
| INSTALLATIONS | | | | | |
| 2517-2 | Station de transit de produits minéraux solides | | Plateforme de l'exploitation accueillant les produits minéraux solides transformés sur la carrière et en attente de commercialisation | La capacité de stockage maximale de transit représentant environ 20 000 m ³ | Enregistrement |
| 1434-1 | Installations de distribution de liquides inflammables (pompes à carburant) | Débit maximum équivalent ≥ 1 m ³ /h mais < 20 m ³ /h | Deux pompes de débit unitaire 100 L/min (6m ³ /h). Pompes de distribution de carburant de catégorie 2 (Coef. 1/5) | Débit maximum équivalent de : $2 \times 6 \text{ m}^3/\text{h} / 5 = 2.4 \text{ m}^3/\text{h}$ | Déclaration |
| 1432-2 | Stockage de liquides inflammables (carburant pour engins) | Capacité équivalent totale > 100 m ³ : autorisation Capacité équivalente totale > 10 m ³ mais $\leq 100 \text{ m}^3$: Déclaration | 2 cuves de capacité unitaire de 40 m ³ pour le stockage de gazole et de FOD. Stockages de carburant de catégorie 2 (Coef. 1/5), dans une cuve double enveloppe avec détection de fuites (coef. 1/5) | Capacité équivalente totale de : $2 \times 40 \text{ m}^3 / 5 / 5 = 3.2 \text{ m}^3$ | Non soumis |
| 2930-1 | Atelier de réparation et d'entretien de véhicules à moteur | Surface d'atelier > 5 000 m ² : Autorisation Surface d'atelier > 2 000 m ² mais $\leq 5 000 \text{ m}^2$: déclaration | Atelier de réparation et d'entretien des engins d'exploitation | Surface de 224 m ² | Non soumis |

L'exploitation est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des éléments du dossier de la demande qui ne lui sont pas contraires.

.../...

Article 2 – DUREE - LOCALISATION

L'autorisation provisoire est accordée pour une durée de 2 ans à compter de la signature du présent arrêté.

L'emprise de l'établissement sur laquelle s'exerceront les activités visées ci-dessus porte sur les parcelles ZI 5 et ZI 46 du plan cadastré de la commune de Ménéac, reprises dans le tableau ci-dessous, pour une superficie de 25 ha 90 a 88 ca.

| <i>Parcelles Commune de MENEAC</i> | | <i>Superficies</i> | | <i>Objet</i> |
|--|--------------------|--|-------------------------------------|---|
| <i>Sections</i> | <i>N° parcelle</i> | <i>Superficie totale des parcelles</i> | <i>Superficie du projet (en m²)</i> | |
| ZI | 5 | 17ha 47 a30 ca | 15 ha 23 a 30 ca | Extraction |
| | | | 2 ha 24a | <i>Installation</i> |
| | 46 | 8 ha 42 a 98 ca | 8 ha 42 a 98 ca | <i>Stockage matériaux découverte Bassin à boues</i> |

L'autorisation n'a effet que dans les limites des contrats de location et actes de vente du permissionnaire dont il est titulaire.

Article 3 – HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

- exploitation du site de 7h à 18h30 (extraction + installations)
- commercialisation de 7h à 12h et de 13h30 à 18h
- opération de maintenance et d'entretien de 6h30 à 20h

Article 4 – AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

4.1. Affichage

L'exploitant devra mettre en place, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractère apparent :

- son identité ;
- la référence de l'autorisation ;
- l'objet des travaux ;
- l'adresse de la mairie où le plan de remise en état peut être consulté.

4.2. Bornage

Le périmètre de la zone d'extraction compris dans la présente autorisation sera matérialisé par des bornes placées en tous les points nécessaires à la délimitation de ces terrains. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état.

4.3. Clôture

L'accès de toute zone dangereuse sera interdit par une clôture.

Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes.

Le danger que représente l'exploitation de la carrière sera signalé par des pancartes placées, d'une part sur les chemins d'accès et d'autre part en périphérie.

4.4. Servitude concernant la fibre optique

Des merlons seront établis de part et d'autre de la fibre optique, à une distance minimale de 2,5 m de son axe après déclaration d'une intention de commencement de travaux et définition exact du tracé de l'ouvrage en relation avec FRANCE TELECOM.

Article 5 – DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

Dès que les aménagements préliminaires prévus à l'article 4 auront été réalisés, l'exploitant déclarera au Préfet, en mentionnant la date, le début des travaux d'exploitation de la carrière. Cette déclaration confirmera les aménagements réalisés et leurs principales caractéristiques.

A cette déclaration sera joint l'acte de cautionnement solidaire attestant la constitution de la garantie financière.

La garantie financière devra être actualisée pour tenir compte du dernier indice TP01 connu afin d'être en concordance avec le début d'exploitation.

Article 6 – ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Le planning des travaux de découverte et mise en place des stocks et bassins sur la parcelle ZI 46 sera communiqué à la direction régionale des affaires culturelles de Bretagne 1 mois avant leur commencement.

Article 7 – ELEMENTS DU PATRIMOINE

Les bâtiments situés au Sud-Ouest de la parcelle ZI 46 « l'Epine Fort » seront conservés.

Une zone de protection de 20 m minimum sera maintenue entre le bâtiment dit « prison aux moines » et le chemin emprunté par les engins circulant vers le stockage des matériaux.

CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 8 – SECURITE PUBLIQUE

8.1. Accès sur la carrière

L'accès à la carrière s'effectuera par une voie privée reliant la RD n° 793.

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, seront maintenus en bon état.

.../...

Des panneaux signalant la présence de la carrière seront apposés de part et d'autre des voies d'accès à la carrière.

Durant les heures d'activité, l'accès sur la carrière sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.

8.2. Distances limites et zones de protection

Les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

Une bande tampon de 10 m sera maintenue entre le pied de la digue du bassin à boues et le ru voisin, ainsi que les deux petites zones humides identifiées en mars 2009. La digue n'empiètera pas sur le lit majeur du ru.

Les stériles stockés sur la parcelle ZH 166 seront évacués et entreposés sur l'aire de stockage située au nord-ouest de la parcelle ZI 46 afin de rétablir la zone humide initialement en place.

Article 9 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

9.1. Mesures d'insertion paysagère

Les merlons paysagers et haies arborées en place seront maintenus. Le merlon en limite Sud de l'excavation sera prolongé et sera doublé au besoin d'une haie arborée.

Sur la parcelle ZI 46 les flancs Sud et Nord du bassin à boues seront aménagés (flancs profilés avec une pente de 25°, ondulés et végétalisés).

Une plantation d'arbres viendra compléter l'aménagement et aura pour effet de prolonger la lande boisée qui sera intégralement conservée.

Un merlon dont le niveau supérieur s'établira à la cote 162 NGF permettra de masquer les angles de vue du bassin au niveau de la voie communale « Maison Neuve - Camblot ».

9.2. Principe d'exploitation

L'exploitation sera conduite conformément à celle décrite dans le dossier de demande et aux plans de phasage joints au présent arrêté.

9.3. Caractéristiques de l'exploitation

| | |
|--|--------------------------------|
| Superficie des zones d'extraction | 259 028 m ² |
| La quantité totale des matériaux à extraire est fixée à..... | 7,8 millions de m ³ |
| L'épaisseur maximale du gisement exploité sera de..... | 75 mètres |
| Le gisement sera exploité jusqu'à la cote..... | 102 NGF |
| La quantité maximale annuelle extraite est fixée à..... | 600 000 tonnes |

.../...

Article 10 – REMISE EN ETAT

10.1. Principe

La remise en état du site doit être conforme aux plans de réaménagement.

Elle consistera :

- à la mise en sécurité du site,
- au maintien des clôtures,
- au démontage et enlèvement des structures présentes sur l'ensemble du site, et au nettoyage.

L'arrêt de l'activité de pompage entraînera la mise en eau de l'excavation de manière progressive.

L'ensemble des zones affectées par l'activité carrière fera l'objet d'un aménagement paysager afin d'intégrer le site dans son environnement.

La société des Carrières de Saint-Lubin s'adjoindra les compétences d'un paysagiste concepteur pour la définition précise des modalités de remise en état.

10.2. Fin d'exploitation

Seules les structures ayant une utilité après l'abandon de l'exploitation seront conservées.

La remise en état devra être terminée au moins trois mois avant l'échéance de la présente autorisation.

10.3. Remise en état final

Avant l'échéance de l'autorisation l'exploitant effectuera un bilan hydrique de la carrière ainsi qu'une étude d'incidence du plan d'eau résiduel de la carrière. Une étude sur la disponibilité des déchets inertes issus des chantiers de travaux publics et du bâtiment dans le voisinage de la carrière, sera jointe.

Ces documents permettront de confirmer ou de redéfinir la remise en état finale du site.

PREVENTION DES POLLUTIONS

Article 11 – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution et nuisances.

11.1. Eaux de procédé des installations et de lavage des engins

L'installation de lavage des sables fonctionne en circuit fermé.

Les opérations d'entretien des véhicules seront réalisées en atelier ou sur une aire extérieure étanche.

Le ravitaillement des engins sera réalisé sur une aire étanche reliée à un séparateur d'hydrocarbures.

.../...

11.2. Eaux de ruissellement et d'exhaure

Les eaux de ruissellement et d'exhaure seront collectées dans un bassin de décantation de fond de fouille de 3050 m³ minimum. Ces eaux seront évacuées par pompage vers le bassin de décantation actuel dont le volume sera porté à 1500 m³.

Les eaux décantées seront rejetées dans un fossé longeant la voie communale et rejoindront l'étang de Ménécac.

11.3. Normes

Les eaux rejetées à l'extérieur devront respecter les paramètres suivants mesurés sur un échantillon représentatif des rejets moyens d'une journée (proportionnel au débit) :

- pH compris entre 6 et 8,5
- Température inférieure à 30° C
- MEST inférieure à 25 mg/l
- Hydrocarbures inférieurs à 10 mg/l
- Conductivité indicateur de minéralisation (4)
-

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mgPt/l.

(4) La conductivité, exprimée en $\mu\text{S/cm}$, caractérise le taux de minéralisation d'une eau (que ce soit par des substances minérales acides, basiques ou neutres). Ce paramètre peut toutefois être utilisé pour révéler un soupçon d'acidification des eaux par oxydation des minéraux sulfurés présents dans la roche, confirmé par un pH acide : en règle générale, une conductivité élevée $> 500 \mu\text{S/cm}$, corrélée à un pH faible $< 5,5$ est révélateur d'un tel phénomène de drainage minéral acide.

11.4. Contrôles

Le contrôle de la qualité des eaux rejetées à l'extérieur sera réalisé dans les conditions suivantes :

- pH : mesure mensuelle,
- Volume rejeté : mesure mensuelle,
- Conductivité : 1 mesure mensuelle,
- MES : 1 mesure mensuelle,
- Hydrocarbures : 1 mesure annuelle.

L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées les états mensuels du résultat de ces mesures et des relevés.

Article 12 – POLLUTION DE L'AIR ET POUSSIÈRES

Le brûlage est interdit, et notamment le brûlage des huiles usagées, des pneumatiques et tous autres déchets ou résidus.

Les pistes et les voies de communication seront régulièrement entretenues (arrosage et nettoyage) afin d'éviter l'envol des poussières et l'accumulation des boues.

Les principaux éléments constituant les installations seront bardés et capotés.

.../...

Au moins 3 capteurs de retombées de poussières dans l'environnement, seront installés en direction des habitations les plus exposées [Camblot, Maison Neuve, La Ville Jehan]. Ces appareils seront exploités selon la méthode normalisée NFX 43007 (contrôle semestriel). L'inspection des installations classées pourra, en cas de nécessité avérée, demander la mise en place de contrôles supplémentaires.

L'exploitant effectuera un suivi annuel spécifique des poussières fines au niveau des habitations les plus proches.

Article 13 – BRUITS

En dehors des tirs de mines, en limite de zone à émergence réglementée ZER, les émissions sonores de la carrière et des installations de premier traitement de matériaux ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER ou à 200 m des limites d'exploitation du site | Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés | Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés |
|---|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) Et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(a) | 3 dB(A) |

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

En limite de l'autorisation, le niveau de bruit ne doit pas excéder 70 dB(A) le jour, et 60 dB(A) la nuit.

Le respect de ces valeurs d'émergence sera vérifié **dès le début de l'exploitation**, puis **tous les ans** par une personne ou un organisme qualifié. Les résultats de ces mesures rappelant les conditions de leur réalisation seront consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et portés à sa connaissance en cas d'anomalies.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le périmètre de la carrière doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention (démarrage installation de traitement de matériaux, signal sonore de tir de mine) ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

.../...

Article 14 – VIBRATIONS

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Les tirs devront être aménagés en particulier par une réduction des charges unitaires à l'approche des zones habitées

La fonction de pondération du signal mesurée est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

| Bande de fréquence en Hz | Pondération du signal |
|--------------------------|-----------------------|
| 1 | 5 |
| 5 | 1 |
| 30 | 1 |
| 80 | 3/8 |

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Il est procédé, à chaque tir, à un contrôle des vibrations par la personne effectuant le tir, ainsi qu'à un contrôle annuel par un organisme agréé.

Le résultat des contrôles annuels sera communiqué à l'inspecteur des installations classées. En cas d'anomalie lors des tirs, les résultats seront portés immédiatement à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Article 15 – DECHETS

Toutes les dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées ou confiées à des entreprises agréées. En particulier, les huiles usagées seront confiées à un ramasseur agréé.

Stockage : dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution.

L'exploitant devra être en mesure de présenter à l'inspecteur des installations classées les justifications d'élimination des déchets. Il tiendra une comptabilité de tous les déchets produits et éliminés.

Le carreau de la carrière sera constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne devront pas s'y accumuler.

.../...

15.1. Boues de lavage

Les boues de lavage seront entreposées dans un bassin dont le volume représente 170 000 m³.

Article 16 – RISQUES

16.1 Stockages

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué de récipients de capacité inférieure à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des récipients sans être inférieure à 1 000 litres, ou à la capacité totale si celle-ci est inférieure à 1 000 litres.

16.2. Connaissance des produits – Etiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

16.3. Incendie

L'exploitant pourvoit les installations et les matériels d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces équipements seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

GARANTIES FINANCIERES

Article 17

Le bénéficiaire de l'autorisation devra constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance du bénéficiaire de l'autorisation, une remise en état du site visant une insertion satisfaisante de la carrière dans son environnement.

Le montant* de la garantie financière est fixé à 367 246 euros HT.

Elle a été calculée sur la base de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié et actualisée en fonction de l'évolution de l'indice TP01 (avril 2008) 616,1.

(*) La garantie financière fera l'objet d'une réactualisation en fonction du dernier indice connu à la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions transitoires.

.../...

Constitution :

Le bénéficiaire de l'autorisation devra adresser au préfet le document attestant la constitution de la garantie financière, en même temps que la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 4 du présent arrêté. Ce document (acte de cautionnement solidaire) devra être conforme au modèle d'attestation fixé par arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et sera d'une durée minimale de 2 ans.

Sanction :

Indépendamment des procédures pénales qui pourront être engagées, le défaut de garanties financières, constaté après mise en demeure, entraînera la suspension de l'autorisation d'exploitation.

Appel aux garanties :

Il sera fait appel aux garanties financières :

- ⇒ soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état,
- ⇒ soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme à l'arrêté d'autorisation.

Levée de la garantie financière :

L'obligation de disposer d'une garantie financière ne pourra être levée que par arrêté préfectoral, après constat par l'inspecteur des installations classées de la conformité de la remise en état aux prescriptions de l'autorisation d'exploiter et du respect des procédures réglementaires de cessation d'activité.

DISPOSITIONS GENERALES**Article 18 – MODIFICATION**

Tout projet de modification des conditions d'exploitation et de remise en état, des installations annexes, de leur mode de fonctionnement, etc... de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de la demande ou des prescriptions du présent arrêté sera porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 19 – INCIDENT – ACCIDENT

Tout incident ou accident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ou ayant entraîné la mort ou causé des blessures graves à des personnes sera déclaré, sans délai, à l'inspecteur des installations classées. Il fera l'objet d'un rapport écrit transmis à ce dernier. Ce rapport précisera les origines et les causes de l'incident, les mesures prises pour y pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 20 – ARCHEOLOGIE

Toute découverte de vestiges archéologiques sera signalée sans délai au maire de Ménéac et à la direction régionale des affaires culturelles, avec copie à l'inspecteur des installations classées.

Article 21 – CONTROLES

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles, des prélèvements et des analyses soient effectués par un organisme dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

.../...

Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

Article 22 - PLANS

L'exploitant doit établir et tenir à jour un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie. Y sont reportés :

- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 mètres,
- La position des différentes bornes matérialisant le périmètre autorisé,
- Les bords de la fouille et la position des différents fronts,
- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- Les zones remises en état,
- La position des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique (routes publiques, chemins, ouvrages publics, etc...),

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an. La mise à jour concerne ;

- l'emprise des infrastructures (installations, pistes, stocks,...) ;
- les surfaces défrichées à l'avancement,
- le positionnement des fronts,
- l'emprise des chantiers (découverte, extraction, parties exploitées non remises en état,...) ;
- l'emprise des zones remises en état.

Les valeurs des surfaces de ces différentes zones seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit à l'appui de la détermination de la garantie financière seront mentionnés.

Ce plan et cette annexe seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 23 – DOCUMENTS – REGISTRES

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement de l'installation et notamment le dossier de la demande avec l'étude d'impact, les divers registres mentionnés au présent arrêté, les résultats des contrôles ainsi que les consignes devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il pourra, par ailleurs, demander que ces copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées, ainsi que toutes justifications des mesures prises pour respecter les dispositions du présent arrêté.

DELAIS ET VOIES DE RECOURS- PUBLICITE- EXECUTION

Article 24. Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rennes :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Article 25. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de Ménéac et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Ménéac pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Ménéac fera connaître par procès verbal, adressé à M. le préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de l'exploitant.

Un avis au public sera inséré par les soins de M. le préfet du Morbihan (direction départementale des territoires et de la mer) et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

Le présent arrêté sera également publié sur le site Internet des services de l'Etat du Morbihan (www.morbihan.gouv.fr).

Article 26. exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Morbihan, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ainsi que l'Inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

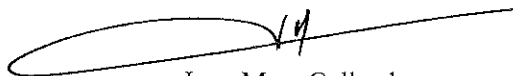
Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Madame le maire de MENEAC
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Unité territoriale du Morbihan – 34 rue Jules Legrand – 56100 LORIENT
- Monsieur le directeur de la société CARRIERES DE ST LUBIN – 22210 PLEMET

Vannes, le

18 FEV. 2015

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général



Jean-Marc Galland